



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

RAPPORT ANNUEL 2022

FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURKINA FASO
FÉVRIER 2023





SOMMAIRE

I.	INTRODUCTION	4
II.	APERCU DU CONTEXTE ET LES DEFIS DE LA PAIX AU BURKINA FASO	5
III.	RAPPEL DU CADRE DE RÉSULTATS ET DES PROJETS DU PORTEFEUILLE	7
	III.1 Cadre des résultats du portefeuille	8
	III.2 Portefeuille actif des projets de consolidation de la paix	9
	III.3 Projets en phase de clôture	10
IV.	CARTOGRAPHIE DE LA ZONE D'INTERVENTION DES PROJETS ACTIFS EN 2022	11
V.	SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2022	12
	V.1 Axe 1 : Construction de la confiance	12
	V.2 Axe 2 : Renforcement de la résilience sociale et la participation active des femmes & jeunes	14
	V.3 Axe3 : Gestion pacifique des conflits	18
	V.4 Réalisations transfrontalières	20
VI.	AUTRES INITIATIVES DU PBF	22
VII.	PERFORMANCE DE L'EXÉCUTION PHYSIQUE ET FINANCIÈRE DES PROJETS	22
VIII.	CONTRAINTE MAJEURES RENCONTRÉES	26
IX.	DÉVELOPPEMENT DU PORTEFEUILLE EN 2022	27

INTRODUCTION

Le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire depuis 2015, marquée par des attaques persistantes des groupes armés, des actes d'extrémisme violent et des conflits intercommunautaires récurrents. Cette crise a d'abord été favorisée par la situation sécuritaire dans la sous-région sahélienne, puis s'est développée en exploitant les facteurs endogènes de fragilité.

Pour apporter une réponse aux défis sécuritaires et ses causes sous-jacentes, le Gouvernement a mis en place en 2017, le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) qui vise à améliorer les conditions sécuritaires et à réduire la vulnérabilité de la population dans les régions de : la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel.

Répondant à la demande du Gouvernement et en soutien aux objectifs du PUS-BF, le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) appuie le pays depuis 2017 dans les domaines de :

- ➔ la réforme du secteur de la sécurité,
- ➔ la réconciliation nationale,
- ➔ l'amélioration de la confiance entre les populations et l'État,
- ➔ le renforcement de la résilience sociale et la participation active des femmes et des jeunes à la consolidation de la Paix et,
- ➔ la gestion pacifique des conflits.

Ainsi, depuis 2017, le PBF a alloué des fonds de subventions d'un montant total de 38,2 millions de \$US, soit environ 25 milliards de FCFA, au Burkina Faso pour soutenir plusieurs projets de consolidation de la paix.

Le présent rapport annuel fait une synthèse de l'exécution des plans de travail des projets financés par le PBF pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022 et des principales réalisations.

II. APERÇU DU CONTEXTE ET LES DÉFIS DE LA PAIX AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso est confronté à des défis multiples et interconnectés en matière de consolidation de la paix. L'insécurité créée par les attaques persistantes des groupes armés non identifiés (GANI), ciblant sans distinction les populations civiles, les forces de défense et de sécurité ainsi que les infrastructures administratives, économiques et sociales, s'est répandue dans le pays. Selon le rapport 2022 de « Global terrorism index », le Burkina Faso est classé 4^{ème} pays le plus affecté par le terrorisme dans le monde alors qu'il occupait la 27^{ème} position en 2019.



Diane Sheinberg, PBSO, en réunion avec les femmes déplacées internes à Kaya

La détérioration continue de la situation sécuritaire menace sérieusement la stabilité des institutions et du pays. Le Burkina Faso a connu deux changements non constitutionnels de pouvoir les 24 janvier et 30 septembre 2022. Les auteurs de ces changements ont évoqué l'argument d'une réponse sécuritaire insuffisante du régime précédent en promettant d'inverser la tendance. Ces développements mettent en évidence le manque de cohésion au sein des Forces de défense et de sécurité et dans la société, ce qui affaiblit les capacités de l'Etat à répondre de manière efficace aux menaces des groupes armés.

Afin d'adresser l'insécurité, plusieurs mesures ont été prises. Entre autres, un recrutement exceptionnel de 3000 militaires et de 1400 gendarmes a été lancé pour renforcer les Forces de défense et de sécurité (FDS). En outre, le Gouvernement de Transition a lancé en octobre une campagne de recrutement de 50.000 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) pour appuyer les effectifs militaires. Plus de 90.000 candidatures ont été enregistrées, puis triées pour retenir celles qui remplissent les critères. Les VDP retenus suivent une formation avant d'être déployés sur le terrain. Pour encadrer cette mobilisation des supplétifs civils en appui aux FDS, la loi n°002-2020/AN du 21 janvier 2020 portant institution des VDP a été révisée et adoptée par l'Assemblée législative de transition (ALT) le 17 décembre 2022.

Au-delà du recrutement des VDP, le Président de la Transition a, lors de sa rencontre du 11 novembre 2022 avec les partis politiques et les organisations de société civile (OSC), lancé un appel à une « mobilisation patriotique » pour la sécurisation du territoire. Cet appel concerne toute la population burkinabè de l'intérieur et de l'extérieur, notamment les forces vives de la Nation, pour une union sacrée et un soutien aux FDS et VDP. Dans cette logique, il a invité, le 18 novembre 2022, les burkinabè de bonne volonté à participer à « l'effort de guerre » en apportant leurs contributions en nature ou en espèces.

Dans le domaine de la Justice, le Burkina Faso a réussi l'organisation du procès emblématique de l'assassinat du Président Thomas Sankara le 15 octobre 1987. Après six mois de procès, l'ex-président Blaise Compaoré, en exil en Côte d'Ivoire, le général Gilbert Diendéré et le fugitif Hyacinthe Kafando ont été condamnés à la prison à vie le 6 avril 2022 ; le Tribunal militaire de Ouagadougou a également prononcé la déchéance des décorations de tous les accusés

condamnés ayant bénéficié d'une ou de plusieurs distinctions honorifiques. Aussi, ouvert en septembre 2022, le procès de l'assassinat en 1990 de Boukary Dabo, leader du mouvement des étudiants, a abouti à une autre condamnation du Général Gilbert Diendéré à 20 ans de prison.

Concernant la réconciliation, les documents stratégiques d'orientation et de conduite du processus de réconciliation, à savoir la Stratégie nationale de réconciliation (SNR) et le Pacte du vivre-ensemble (PVS) sont élaborés et validés. En outre un plan d'action intégré des Stratégies nationales de réconciliation, de cohésion sociale et de Prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent a été élaboré. Ce plan d'actions unique intégré permettra au Secrétariat Permanent en charge de la Réconciliation Nationale et du Vivre-ensemble d'assurer plus efficacement la coordination et le suivi intégré des différentes actions des trois stratégies qui ont été élaborées à des moments et par des acteurs différents. Le Burkina Faso dispose ainsi d'un cadre normatif favorable à la réconciliation nationale et au Vivre ensemble.

La crise sécuritaire continue d'aggraver la situation humanitaire et la vulnérabilité des populations. La CONASUR a enregistré 1 882 391 personnes déplacées internes (PDI) au 31 décembre 2022; des centaines de milliers de populations sont bloquées dans plusieurs localités par les GANI sans possibilité d'approvisionnement en produits de première nécessité ni d'accès aux services vitaux de base ; 5 574 établissements scolaires sont fermés au 30 novembre 2022 privant ainsi 977 187 enfants de leur droit à l'éducation ;

dans le domaine de la santé, 202 formations sanitaires sont fermées et 430 autres fonctionnent à minima au 24 novembre 2022 selon le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, privant à plus de deux millions de personnes l'accès aux soins .

La paix au Burkina Faso est sévèrement troublée par de multiples facteurs imbriqués, relatifs aux activités des groupes armés, à la criminalité transnationale organisée et à l'instabilité politique. Les attaques des groupes armés ont exacerbé les tensions et les conflits entre les communautés au niveau local contribuant ainsi à l'effritement de la cohésion sociale. Toutefois, la résilience de la population burkinabè est remarquable.

La sécurisation du territoire, la réconciliation nationale et le vivre ensemble harmonieux entre les Burkinabè, l'organisation d'élections pour un retour à l'ordre constitutionnel, figurent parmi les défis majeurs au Burkina Faso. C'est à ces défis que le deuxième Gouvernement de Transition, mis en place le 25 octobre 2022, s'attelle en se fixant à travers la Charte, les principales missions suivantes : i) Rétablir et renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire ; ii) Apporter une réponse urgente, efficace et efficiente à la crise humanitaire ; iii) Promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ; iv) Engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles en vue de renforcer la culture démocratique et consolider l'Etat de droit; v) Œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale ; et vi) Assurer l'organisation d'élections libres, transparentes, équitables et inclusives.



III. RAPPEL DU CADRE DE RÉSULTATS ET DES PROJETS DU PORTEFEUILLE



PBF, entretien avec une femme leader à Kaya

L'analyse de la fragilité menée en 2018 par le pays pour soutenir sa demande d'éligibilité a retenu trois principaux facteurs de fragilité et de risques à savoir (i) l'insécurité et l'instabilité; (ii) la radicalisation et l'extrémisme violent ; (iii) la faible présence et les capacités limitées de l'État. Sur la base de cette analyse et en ligne avec le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement au Burkina Faso, le PBF a bâti sa stratégie d'appui pour la consolidation de la paix sur trois axes prioritaires : Axe 1 : la construction de la confiance ; Axe 2 : le renforcement de la résilience sociale et la participation active des femmes et des jeunes ; Axe 3 : la gestion pacifique des conflits.

Ces axes incluent les thématiques stratégiques telles que la réforme du secteur de la sécurité et la réconciliation nationale. La stratégie d'intervention intègre une approche transfrontalière entre les trois axes, lesquels visent des résultats stratégiques et des produits spécifiques ci-après.

III.1 Cadre des résultats du portefeuille

AXES	R É S U L T A T S STRATÉGIQUES	PRODUITS
Axe 1 : Construction de la confiance	La confiance entre les populations et l'État est améliorée.	Produit 1.1 : La confiance entre les populations et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) est renforcée.
		Produit 1.2 : La confiance entre l'Administration locale et la population est renforcée.
		Produit 1.3 : Les populations ont vu leur perception de l'insécurité réduite grâce à un environnement plus sûr.
Axe 2 : Renforcement de la résilience sociale et la participation active des femmes et des jeunes	Les leaders religieux et ommunautaires, les femmes et les jeunes jouent un rôle positif dans la prévention de l'extrémisme violent, et la résilience sociale des populations au risque de radicalisation est renforcée.	Produit 2.1 : Les associations et organisations de femmes et de jeunes sont impliquées et participent activement dans les mécanismes de prévention de conflits.
		Produit 2.2 : Les populations les plus vulnérables sont appuyées pour renforcer leur résilience socio-économique dans les zones ciblées.
Axe 3 : Gestion pacifique des conflits	La cohésion sociale entre les différentes communautés dans les régions est renforcée et les conflits inter communautaires, y inclus autour de l'accès aux ressources naturelles, sont gérés de façon pacifique.	Produit 3.1 : Des conflits violents dans des zones d'intervention sont réduits.
		Produit 3.2 : La performance des mécanismes formels et informels de prévention et de gestion des conflits est améliorée.
		Produit 3.3 : La cohésion sociale est renforcée.

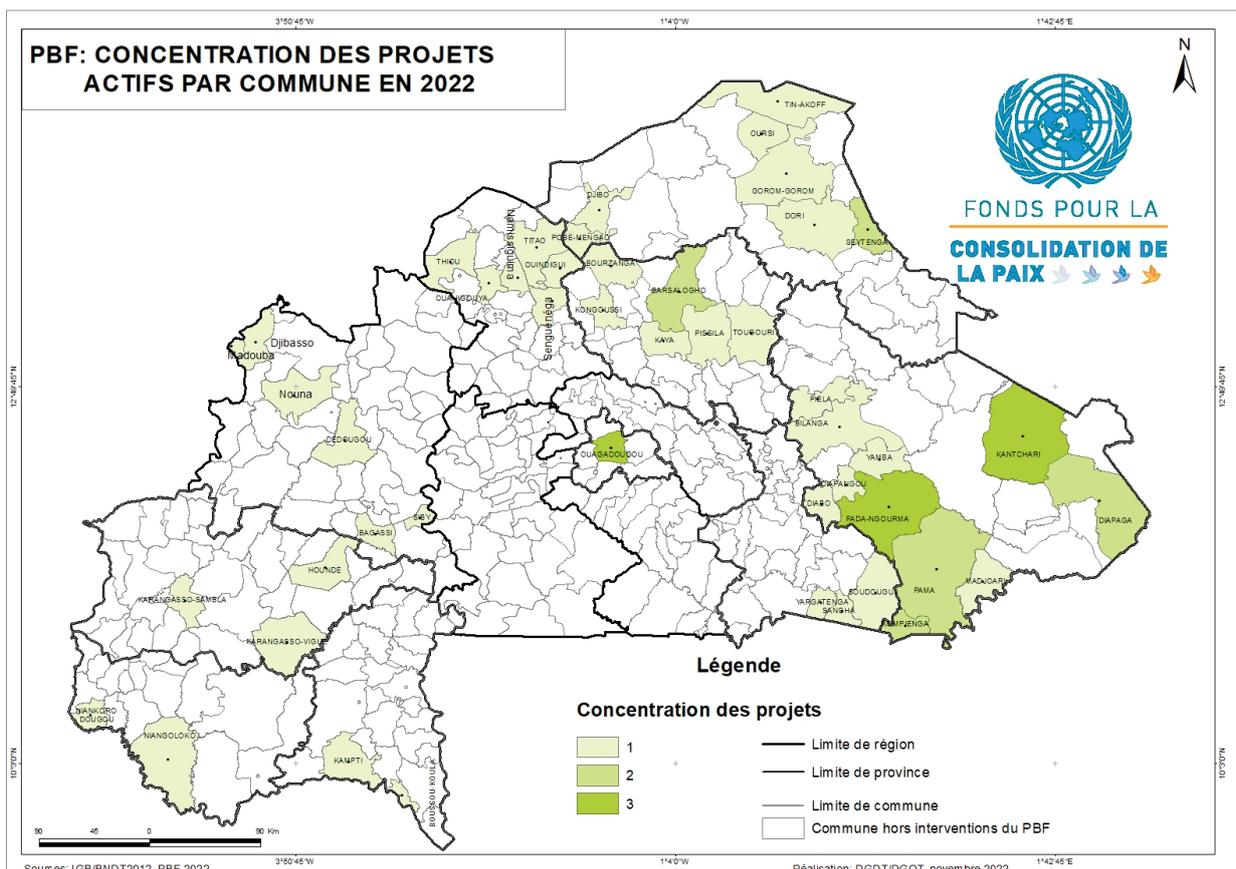
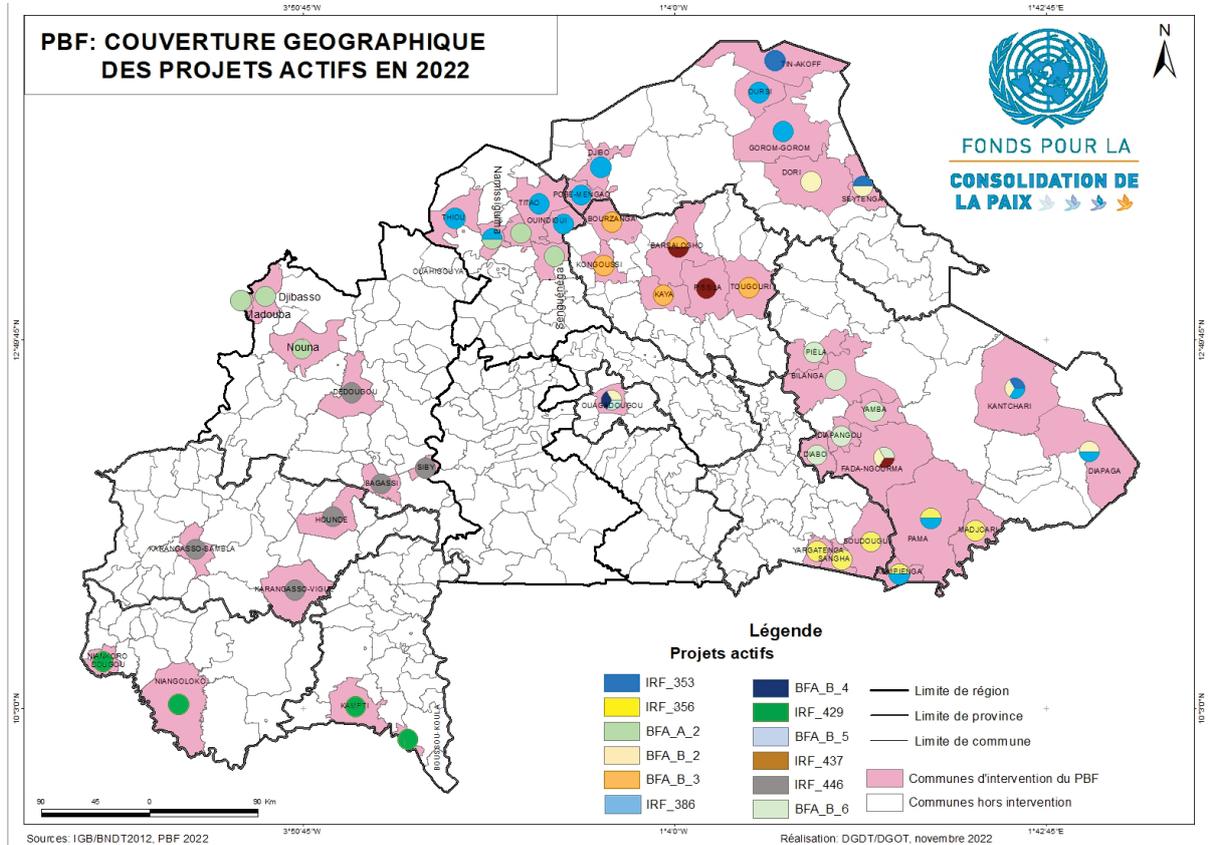
III.2 Portefeuille actif des projets de consolidation de la paix

ID MPTF	TITRES DES PROJETS	DATES DE DÉBUT ET DE FIN DES PROJETS	BUDGETS TOTAUX DES PROJETS EN \$US	BUDGETS TOTAUX EN F CFA	AGENCES / ONG D'EXÉCUTION
00120162	PBF/IRF-353- Promotion d'une transhumance pacifique dans la région du Liptako-Gourma (LG-2: Mali, Niger, Burkina).	17/02/2020 16/02/2022	1 364 200	891 912 596	FAO OIM
00120376	PBF/IRF-356- Appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo.	04/03/2020 04/03/2022	1 275 000	833 593 725	OIM
00125231	PBF/BFA/A-2- Prévention et gestion des conflits dans la Région de l'Est.	17/12/2020 15/12/2022	2 500 000	1 634 497 500	UNDP FAO
00125570	PBF/BFA/B-3 - Appui au renforcement de la Cohésion sociale dans la région du Centre-Nord.	19/01/2021 17/01/2023	2 500 000	1 634 497 500	UNFPA UNHCR
00125450	PBF/BFA/B-2 - Appui à la prévention des risques de détérioration de la cohésion sociale et de la paix dans le contexte de la riposte à la COVID-19 aux points d'entrée et dans les lieux de détention.	07/01/2021 06/01/2023	2 000 000	1 307 598 000	OIM UNODC
00125640	PBF/IRF-386- Appui à la promotion, à la protection des jeunes consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne dans les Régions du Sahel, du Nord et de l'Est.	27/01/2021 27/12/2022	1 500 000	980 698 500	UNDP UNFPA UNICEF
00126871	PBF/BFA/D-2 Projet Secrétariat : Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du PBF.	29/04/2021 28/04/2023	1 210 000	791 096 790	UNFPA
00128826	PBF/BFA/B-4 : Appui Stratégique à la Réforme du Secteur de la sécurité, phase II	04/10/2021 04/10/2023	2 500 000	1 634 497 500	UNDP ONUDC
00129588	PBF/IRF-429 Renforcement la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits BFA – CIV	07/12/2021 07/12/2023	2 050 000	1 340 287 950	UNICEF UNDP
00129609	PBF/BFA/B-5 Appui au processus de réconciliation nationale	08/12/2021 08/12/2023	2 000 000	1 307 598 000	UNDP OHCHR
00129742	PBF/IRF-437 Santé mentale et soutien psychosocial axés sur les jeunes.	16/12/2021 16/06/2023	1 500 000	980 698 500	OMS UNFPA
00130026	PBF/IRF-446 Facilitation de l'accès à la terre et participation des jeunes à la prévention et la gestion des conflits fonciers	07/01/2022 06/07/2023	1 500 000	980 698 500	FAO ONU HABITAT
00130615	PBF/BFA/B-6 AILP : Appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix	22/02/2022 22/02/2024	644 543	421 401 569	MERCY CORPS
TOTAL			22 543 743	14 739 076 630	

III.3 Projets en phase de clôture

#	PROJETS EN PHASE DE CLÔTURE	DATES DÉBUT ET FIN DES PROJETS	PROCESSUS ACTUEL D'ÉVALUATION FINALE DU PROJET	PROCHAINE ÉTAPES
1	PBF/IRF-292 Jeunes et paix : « Une approche transfrontalière entre le Mali et BF » - PNUD UNFPA	02/01/2019 30/04/2021	Evaluation faite ; rapport final disponible	Clôture du projet
2	PBF/BFA/A-1 Appui à la Gestion Pacifique de Conflits Locaux dans les régions du Sahel et du Nord PNUD – HCR	20/12/2018 20/06/2021	Evaluation finalisée. Le rapport est validé le 9 décembre 2022	Clôture du projet
3	PBF/IRF-331 Projet d'appui à la co-construction de la paix et la cohésion sociale – CECI	20/12/2019 16/10/2021	Rapport final validé le 28 juillet 2022.	Clôture du projet
4	PBF/IRF-315 Appui à la mobilisation des jeunes, acteurs de la cohésion sociale et la paix dans les régions du Centre Nord et du Sahel – OIM HCR	27/11/2019 30/11/2021	Rapport final disponible. Atelier de clôture du projet tenu le 13/9/2022	Clôture du projet
5	PBF/IRF-353 Promotion d'une transhumance pacifique dans la région du Liptako-Gourma (LG-2: Mali, Niger, Burkina) Phase 1– FAO OIM	17/02/2020 16/02/2022	Evaluation finalisée. Rapport final disponible.	Mettre en œuvre les recommandations dans la phase 2 du projet
6	PBF/IRF-356 Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo – Phase 1 – OIM	04/03/2020 04/03/2022	Evaluation finalisée. Rapport final disponible.	Clôture du projet

IV. CARTOGRAPHIE DES ZONES D'INTERVENTION DES PROJETS ACTIFS EN 2022



V. SYNTHÈSES DES PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2022

V.1 Axe 1 : Construction de la confiance



La stratégie nationale de réconciliation et le Pacte de Vivre ensemble sont revus et validés



500 jeunes défenseurs des droits de la personne sont aptes et engagés dans la lutte contre les violences, la prévention et la gestion des conflits



795 détenus assistés juridiquement et 76 prisonniers libérés



Un plan d'actions intégré de trois stratégies (SNR, SNCS, SNPREV) est élaboré et validé



La Politique de Sécurité Nationale vulgarisée dans trois régions



17 cadres de concertation organisés facilitent le dialogue entre les acteurs locaux pour la paix et le vivre ensemble

Des initiatives visant plusieurs secteurs sont réalisées pour contribuer à l'amélioration de la confiance entre les populations et l'Etat.

Au niveau stratégique, le programme a contribué à (i) la revue technique et la validation de la stratégie nationale de réconciliation et le Pacte de Vivre ensemble, (ii) l'élaboration d'un plan d'action intégré des stratégies nationales de réconciliation, de cohésion sociale et de Prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent ; Ce plan d'actions unique intégré permettra au Secrétariat Permanent en charge de la Réconciliation Nationale et du Vivre-ensemble d'assurer plus efficacement la coordination et le suivi intégré des différentes actions des trois stratégies qui ont été élaborées à des moments et par des acteurs différents ; (iii) l'élaboration d'un Plan de vulgarisation et d'ancrage social du Pacte de Vivre-Ensemble (PVAS).

Dans le cadre de la réforme du secteur de

sécurité (RSS), Le PBF a appuyé l'élaboration des outils d'identification des menaces pour la Commission Interministérielle de défense du territoire (CIDT) du Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) en vue d'une meilleure prise de décision et une bonne gouvernance sécuritaire. La politique de sécurité nationale et le référentiel de secteur de sécurité ont été également diffusés dans les trois chefs-lieux des régions de Centre-sud (Manga), Centre-est (Tenkodogo), Plateau central (Ziniaré) à travers les conférences débats avec les autorités régionales et locales, les organisations de la société civile des femmes et de jeunes pour une meilleure appropriation inclusive des nouveaux impératifs de la RSS : la sécurité humaine, la cohésion sociale, l'inclusivité, la prise en compte du genre.

La CIDT du SGDN est fonctionnelle dans le domaine du suivi-évaluation en lien avec les menaces identifiées par les différents ministères membres, grâce au développement d'un outil d'identification des menaces permettant à la

structure d'être en phase avec la dynamique de la réforme du secteur de la sécurité déclinée par la Politique de Sécurité Nationale (PSN).

Les acteurs du transport routier, y compris de la société civile ont été renforcés sur les nouvelles orientations nationales en matière de lutte contre les rackets, les tracasseries routières et les harcèlements.

Dans le domaine de la justice, l'assistance juridique a été apportée par des volontaires paravocats aux détenus dans le besoin dans les établissements pénitentiaires de Ouagadougou (Maison d'Arrêt et de Correction, Prison de Haute Sécurité), Dori, Fada N'Gourma et Bobo-Dioulasso. 795 entretiens individuels ont été menés avec les détenus, 138 requêtes d'assistance judiciaire traitées dont 10 pour les femmes aboutissant à la libération de 76 détenus parmi lesquels 15 mineurs et 28 régularisations de détentions préventives. Aussi, afin d'assurer la continuité du service public de justice même en période d'épidémie telle que la COVID19, des portiques de désinfection automatique sont installés dans les établissements pénitentiaires de Ouagadougou (2 portiques), Bobo (1 portique), Dori (1 portique) et les salles d'audience des tribunaux I et II de grande instance de Ouagadougou (2 portiques).

Concernant la promotion et la protection des jeunes consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne, 500 jeunes dont 200 filles et

300 garçons, des régions du Sahel, de l'Est et du Nord ont amélioré leurs connaissances sur la prévention et la gestion des conflits locaux, les résolutions 1325 (2000) sur les droits des femmes, la paix et la sécurité et 2250 (2015) sur la jeunesse, paix et sécurité des Nations Unies. Ils ont aussi été outillés sur la loi n°061-2015/CNT du 6 septembre 2015 portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et la prise en charge des victimes. Aussi, les jeunes filles et garçons consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne ont été sensibilisés sur le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ; une brochure sur le Fonds a été éditée en 2 750 exemplaires en Mooré, Gourmantché, Fulfulde pour permettre aux jeunes défenseurs des droits humains d'avoir toutes les informations requises sur le FAJ.

En ce qui concerne le renforcement de la gouvernance locale, plusieurs cadres de concertation ont été organisés avec l'appui du PBF dans les différentes régions, notamment dans le Centre-Est, Centre-Nord, l'Est, le Nord et la Boucle de Mouhoun, permettant aux acteurs d'échanger sur les défis de leur circonscription et d'assurer le suivi des actions menées par les collectivités et les projets, y compris le PUS-BF.



V.2 Axe 2 : Renforcement de la résilience sociale et la participation active des femmes & des jeunes

 **9** points d'eau (forages) réalisés

 **200** ha de terres dégradées récupérées et mises en valeur

 **4** magasins de stockage d'aliments bétails réalisés

 **2** centres multifonctionnels des jeunes réhabilités équipés

 **10** biodigesteurs installés

 **93** lampadaires solaires installés dans les lieux publics

 **2** champs de la paix réalisés par 300 femmes PDI et hôtes

 **634** survivant-e-s de violences basées sur le genre prises en charge

 **7 684** bénéficiaires directs dont 2 921 jeunes et 4000 femmes

Au cours de la période, le PBF a appuyé la réalisation / réhabilitation de trois (03) points d'eau (forage équipé d'une pompe à motricité humaine) à Ouahigouya et des magasins de vente de fourrage au profit des communautés qui vivent le long des zones de transhumance. Il faut noter que la réalisation des 03 forages installés à Ouahigouya était initialement prévue dans les villages de Kagarin (commune de Kossouka), de Koumna (commune de Ouindigui), Petane (commune de Titao). Les sites ont été délocalisés à Ouahigouya en raison de l'insécurité et en concertation avec les autorités locales. Quatre autres forages ont été réalisés à Fenga, Kantchari, Diapangou et Fada (Région de l'Est).

Aussi, afin d'améliorer la perception de l'insécurité et les dynamiques de concertation des jeunes, 93 lampadaires solaires sont installés dans les lieux publics dans les régions de l'Est (Fada-Ngourma)

et du Centre-Est (Sangha, Soudougui et Yargatenga).

Pour réduire les conflits liés aux ressources naturelles, le PBF a appuyé les travaux de récupération et de mise en valeur de 200 ha de terre dans la région de l'Est (encadrement des bénéficiaires, distribution de 2800 Kg de semences fourragères) en faveur de 250 bénéficiaires (femmes et jeunes); l'aménagement et la mise en valeur de 3 sites maraîchers à Piéla, Fada N'Gourma et Diapangou et la distribution de 74 kg de semences maraîchères et 102 tonnes de fumure organique au profit 622 bénéficiaires dont 70% de femmes ; tous les sites aménagés sont remis aux comités de gestion (COGES) suivi de la formation de ses membres. 03 magasins de stockage d'aliments bétails, 02 forages, 01 aire de pâturage réalisés contribuent à la protection et à la diversification des moyens d'existences des



Un parc de vaccination mis en place à Torondi

populations. 500 personnes dont 34% de femmes bénéficiaires d'appui en semence pour la production vivrière. 105 agriculteurs, agropasteurs et pasteurs dont 25% de femmes et 35% de jeunes ont été renforcés en techniques et technologie de gestion rationnelle des ressources naturelles. 10 biodigesteurs y compris l'installation de conduites de gaz et de 2 foyers ont été réalisés au profit de 10 ménages comprenant environ 61 personnes pour la production de biogaz dans la région de l'Est. 1 242 personnes des communes de Fada, Diapangou, Diabo, Bilanga et Piéla dans la région de l'Est, dont 33% de femmes et 28% de jeunes, ont été formés sur la gestion et la sécurisation foncière des exploitations agricoles ; ces formations ayant facilité la compréhension des conflits fonciers ont conduit à l'augmentation des demandes d'Attestation de Possession Foncière Rurale (APFR) au sein des mairies par les agriculteurs. Au cours du mois d'avril juste après la réalisation des formations et des sensibilisations, environ 25 APFR ont été délivrées dans la commune de Diapangou pour des bénéficiaires issus des villages de Pampangou, de Combaori et Litiayenli ; en outre, d'autres demandes des

villages de Pampangou, de Combaori et de Litiayenli ont été enregistrées et en cours de traitement.

Afin de faciliter les échanges entre les jeunes et leur participation à la consolidation de la Paix, deux Centres multifonctionnels ont été réhabilités à Ouahigouya (région du Nord) et Diapaga (région de l'Est) ; la réhabilitation d'un 3^{ème} centre est en cours à Djibo. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de communication des Jeunes Défenseurs des Droits de la Personne (JDDP), 12 microprogrammes et 4 tables rondes ont été organisés sur le rôle des jeunes dans les mécanismes de gestion des conflits. Conçus en français et dans trois langues nationales, ces microprogrammes ont été diffusés par les radios locales dans les régions de l'Est du Nord et du Sahel (Radio Tin-Tua, Radio la voix du paysan, RTB2). Aussi, 9 dialogues communautaires organisés dans les régions du Nord, de l'Est et du Sahel ont enregistré la participation de 316 personnes dont 82 femmes. Au cours de ces dialogues, des messages sur la cohabitation pacifique ont été livrés par les autorités religieuses et coutumières de ces localités. 26 JDDP ont aussi été formés à la pratique du mobile journaliste (MoJo) et à son intégration dans leurs activités quotidiennes. Ils ont été dotés de 12 kits MoJo leur permettant de produire et de diffuser des contenus qui valorisent leur contribution à la paix et à la cohésion sociale. Pour faciliter les échanges et le partage de bonnes pratiques entre les JDDP, une plateforme en ligne a été mise en place et 24 acteurs ont été formés sur sa gestion, y compris la vérification des informations en ligne, aussi bien que sur les droits humains et la cohésion sociale. Au total 1280 jeunes dont 512 filles ont accédé à l'information sur la protection de leurs droits et échangent sur les questions de prévention et de gestion des conflits et de consolidation de la paix grâce à la plateforme digitale. Entre les mois d'août et novembre 2022, la plateforme a été consultée par 131 228 jeunes (dont 40 % de filles) au niveau national parmi lesquels 30 366 jeunes (dont 36 % de filles) provenant des trois régions cibles du projet (Sahel, Nord et Est).

La promotion de la participation active des jeunes et des femmes dans le dialogue communautaire et la vie de leurs communautés se fait à travers plusieurs leviers. 30 clubs Dimitra regroupant au total 870 membres dont 34% de femmes et 54% de jeunes ont été mis en place dans les communes de Piela, Diapangou, Diabo, Fada N'Gourma et Bilanga dans la région de l'Est. Ils ont pour mission de promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale au sein de leur communauté. 10 de ces clubs sont exclusivement des clubs féminins et 10 autres exclusivement des clubs de jeunes. 60 jeunes membres des associations à Fada et à Kaya ont amélioré leurs aptitudes à mener des actions de plaidoyer visant la prise en compte des jeunes dans les instances de résolution de conflits ; ces jeunes ont formé à leur tour des groupes associatifs mixtes, composés des réfugiés, des déplacés et des populations hôtes ensemble, promouvant la cohésion sociale. Des cadres de concertation, animés par des jeunes, ont été organisés à Kaya, Pissila et Fada et ont permis aux jeunes, leaders communautaires et autorités locales d'échanger

sur les thématiques de santé mentale et de la cohésion sociale. D'aout à novembre 2022, la plateforme a été consultée par 131 228 jeunes (dont 40 % de filles) au niveau national dont 30 366 jeunes (dont 36 % de filles) provenant des régions cibles du projet (Sahel, Nord et Est).

Afin de renforcer la cohésion sociale et la résilience dans le Centre Nord, le PBF a soutenu la formation de 45 femmes (dont 08 filles) issues des groupements et associations de personnes déplacées internes (PDI) en leadership, gestion de micro-crédits et en prévention et résolution de conflit, prise en charge des survivants-e-s de la violence basée sur le genre (VBG) dans les 5 communes de Kaya, Barsalogo, Kongoussi, Bourzanga et Tougouri ; 1.402 personnes (182 hommes et 1220 femmes) ont été touchées par les activités des cinq psychologues portant sur : (i) la sensibilisation sur les mécanismes de prévention et les types de violences basées sur le genre, (ii) la protection de l'enfance en contexte de crise, (iii) l'accès aux services d'accompagnement



Les exploitantes du champ de la paix de Kaya



Des leaders d'opinion délivrant un message de la paix

psychosocial et (iv) la santé mentale en contexte de crise humanitaire. 574 survivant-e-s (132 hommes et 442 femmes) de violences basées sur le genre dans les cinq communes ont bénéficié d'une prise en charge psychologique ; 320 femmes des mêmes communes ont été formées sur les compétences de vie courante, les droits humains, les valeurs universelles de paix. En outre, un appui en intrants agricoles a été apporté à 100 femmes dont 50 PDI et 50 hôtes pour la mise en valeur du champ de la paix de Koulogo. Il en est de même pour le champ de la paix de Kaya pour lequel 200 femmes dont 100 PDI ont reçu un appui en intrants agricoles et en vivres pour des repas communautaires. Les activités des 2 champs de la paix ont énormément contribué à renforcer les liens entre les PDI et les communautés hôtes et à baisser les tensions intercommunautaires.

Des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale ont été organisées dans les localités du Centre-Nord par des projets financés par PBF et ont mobilisé plus de 10 000 personnes. Il s'agit des renforcements des capacités des points focaux communaux sur la promotion de la cohésion sociale et le vivre ensemble, de l'organisation des causeries éducatives, les sensibilisations sur la stigmatisation, la radicalisation et l'extrémisme violent, les droits humains et la lutte contre les VBG.

Quant au soutien psychosocial aux victimes de l'insécurité et des VBG, quinze (15) associations, cinq par commune, ont été identifiées à Pissila,

Barsalogo et Fada. 66 membres de ces associations, dont 25 jeunes filles, ont été renforcés en techniques d'animation et de plaidoyer, en collecte de données et de rapportage des cas de VBG ; un psychologue et un gestionnaire de cas par commune assurent la prise en charge des survivantes de VBG. 278 personnes ont bénéficié de soutien psychosocial et 92 cas de violences basées sur le genre ont été identifiés et référés aux psychologues. En outre trois équipes mobiles ont identifié 60 survivantes de VBG et apporté l'assistance psychosociale et matérielle à 878 femmes ainsi qu'à 250 autres en kits de dignité.

En matière de protection des jeunes filles et des femmes consolidateurs de paix et défenseurs des droits de la personne, 100 victimes de violences basées sur le Genre ont bénéficié d'une prise en charge par les agents de santé formés à travers la mise à leur disposition de kits post viol. 40 autres recensés ont bénéficié d'assistance d'urgence.

En vue de permettre aux jeunes filles et garçons défenseurs de renforcer leur autonomisation économique et de participer de manière efficace aux processus décisionnels et de consolidation de la paix, 500 jeunes filles dont 250 garçons défenseurs des droits de la personne ont été formés en Entreprenariat, en gestion de microentreprises, mobilisation de ressources et financements. 250 dont 125 jeunes filles ont reçu des kits de démarrage d'activités génératrices de revenus à la suite de la formation.

Enfin, au regard de l'expérience de la gestion de la pandémie de la COVID-19, le PBF appui le dispositif de gestion des épidémies dans le respect de la libre circulation des personnes dans les zones frontalières des régions de l'Est et du Sahel. Les cadres de concertation des Comités Régionaux de Gestion des Epidémies (CRGE) des régions du Sahel et de l'Est ont été organisés et ont permis de renforcer les connaissances des membres sur les maladies à potentiel épidémique et leur gestion participative avec les populations. Ces concertations incluent aussi le niveau central, sous le lead de la Commission nationale des frontières.

V.3 Axe3 : Gestion pacifique des conflits



60 comités de conciliation foncière villageoise (CCFV) dynamisés



2 256 alertes de tensions intercommunautaires documentées et référées



30 clubs Dimitra pour la cohésion sociale et l'inclusion mis en place



4 967 bénéficiaires directs dont 1835 jeunes et 1686 femmes touchés



60 comités de veille et de protection mis en place et 150 relais communautaires mis en place et rendus opérationnels

60 comités de veille et de protection et 150 relais communautaires ont été mis en place dans les communes de Kaya, Tougouri, Barsalogho et Kongoussi, et facilitent la collecte et le suivi des informations relatives aux risques et aux conflits. En plus, 60 comités de conciliation foncière villageoise (CCFV) ont été dynamisés et 270 membres des CCFV ont été formés sur la prévention et la résolution des conflits liés à la gestion des ressources naturelles. A l'issue des différentes sessions de formation, 60 plans d'action ont été produits par les participant-e-s. Par ailleurs, un appui financier a été apporté à 21 CCFV des communes de Kaya (05), Barsalogho (08), Kongoussi (08) pour la fonctionnalité de leurs structures. Les CCFV fonctionnelles ont identifié 29 conflits dont 20 ont été résolus. Dans la dynamique de renforcement des capacités des structures locales 2 voyages d'études à Léo ont été organisés au profit des membres des CCFV pour le partage d'expérience en matière de la résolution de conflits liés à la gestion des ressources naturelles ; ces mécanismes communautaires de prévention et de gestion des conflits permettent de recueillir, traiter et régler les conflits potentiels et plaintes en matière de violations des droits. Le mécanisme déjà

existant a permis d'identifier et de traiter 2.256 alertes de tensions intercommunautaires et des cas de violations de droits, qui ont été documentés et référés vers les services spécialisés de prise en charge dont les capacités ont été renforcées.

En outre, les 5 VNU communautaires ont effectué 328 sorties de sensibilisation sur la cohésion sociale, la parenté à plaisanterie et la gestion des ressources naturelles (Protection de l'environnement, comment exploiter les ressources naturelles, le reboisement, etc...) à l'endroit des populations cibles. Ces actions ont permis de toucher 3 842 personnes dont 2057 personnes adultes (1166 femmes et 891 hommes) et 1785 jeunes (769 garçons et 1016 filles). Ces sensibilisations de proximité ont contribué à améliorer le vivre ensemble et la coexistence pacifique.

Par ailleurs, une étude de base sur les conflits fonciers, incluant une cartographie des parties prenantes, des structures et mécanismes de gestion foncière dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins a été réalisée. Cette étude permettra de renforcer les mécanismes de prévention des conflits fonciers tout en promouvant la

participation des jeunes et leur accès à la terre.

Dans la région de l'Est, 160 membres des structures locales d'intercession et de médiation, dont 24% de femmes et 23% de jeunes ont acquis des connaissances sur les techniques d'analyse des conflits, d'alerte précoce et de médiation inter et intra-communautaire ; 914 personnes dont 52% de femmes ont été sensibilisées sur les textes relatifs à l'inclusion des jeunes et des femmes dans les mécanismes de prévention des conflits et la consolidation de la paix à travers 57 séances communautaires. Aussi, les consultations locales ont permis la compréhension des dynamiques conflictuelles liées au foncier et aux ressources naturelles, et d'élaborer des cartographies assorties d'un répertoire des structures locales de médiation et d'intercession dans les cinq communes de Piela, Diapangou, Diabo, Fada N'Gourma et Bilanga. Quatre capsules vidéo thématiques

sur la base des principales dynamiques conflictuelles identifiées à l'Est, ont été réalisées pour informer les acteurs. 50 cadres des services techniques (agriculture, élevage, environnement) ont bénéficié d'une mise à jour sur les dispositions légales et institutionnelles sur la gestion du foncier et des ressources naturelles leur permettant d'assurer efficacement le suivi de la Gestion Durable de Ressources Naturelles.

Dans le domaine de la transhumance, deux ateliers ont été organisés dans les régions de l'Est et du Sahel et ont permis la mise à jour des cartographies des ressources de transhumance. Le comité régional de transhumance de la région de l'Est a organisé sa première session statutaire de cadre de concertation entre les différents acteurs en janvier 2022 ; cette session a permis de discuter des défis locaux de la transhumance et proposer des solutions aux besoins et aspirations des acteurs locaux.



Mise en place d'un cadre de concertation communal

V.4 Réalisations transfrontalières



01 Mécanisme transfrontalier d'alerte précoce entre le Burkina, le Bénin et Togo mis en place



Le Transhumance tracking tools (TTT) est fonctionnel et a permis de résoudre 59% des conflits sur 213 identifiés



38 clubs d'adolescents et jeunes ambassadeurs de la paix mis en place



4 Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant redynamisés entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso



38 cellules communautaires de protection de l'enfant mises en place



21 OSC ont bénéficié un financement de 170 millions de FCFA



2 585 bénéficiaires directs dont 2236 Jeunes et 942 femmes

La mise en place, en début d'année 2022, du mécanisme transfrontalier d'alerte précoce entre le Burkina, le Bénin et Togo a donné aux acteurs des trois pays un cadre pour discuter des questions sécuritaires et de prévention des conflits. Avec le partage d'expériences et les leçons apprises, les membres ont convenu d'une stratégie commune pour prévenir et résoudre les conflits dans l'espace frontalier tout en considérant les spécificités propres à chaque pays. Mis en réseau, les membres se partagent les informations par WhatsApp et d'autres moyens de communication, et font un suivi conjoint de la situation.

Concernant la transhumance entre le Burkina, le Mali et le Niger, « des informations permettant une gestion apaisée de la transhumance sont collectées, analysées et diffusées auprès des différents utilisateurs, a été réalisé de manière globalement satisfaisante car le système Transhumance tracking tools (TTT) mis en place a permis d'identifier près de 200 conflits dont plus de la moitié avaient été résolus ». Les cadres de concertations mis en place et/ou animés grâce à l'appui du PBF, partagent des informations à jour sur la localisation des ressources disponibles et les

pistes à emprunter par les transhumants avec leurs bétails pour éviter la destruction des champs des agriculteurs.

Au même titre, le projet transfrontalier entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, « Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits », a été officiellement lancé le 27 juillet 2022 à Lalériba, en Côte d'Ivoire. Financé par le PBF pour un budget total de 4 millions de \$US (dont 2.050.00 \$US pour le Burkina Faso) pour une durée de deux ans à compter du 7 décembre 2021, le Projet est mis en œuvre dans les régions des Cascades (Communes de Niangoloko et Niankorodougou) et du Sud-Ouest (communes de Kampti et Boussoukoura) au Burkina Faso, et celles de Bounkani et de Tchologo en République de Côte d'Ivoire, par les agences UNICEF et PNUD, en collaboration avec les Commissions nationales des frontières des deux pays.

Dans le cadre de ce projet, 160 acteurs (dont 25 femmes) constitués du personnel du secrétariat permanent de la commission nationale des frontières (SP-CNF), de Forces de Défense et de Sécurité, de commerçants et transporteurs, des



Un match de football entre communautés frontalières du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire

organisations de la société civile des jeunes et des femmes ont amélioré leur connaissance sur les règles de la « Libre Circulation des Personnes et des Biens ». Aussi, 61 acteurs de la protection de l'enfant (travailleurs sociaux, FDS et ONG locales) dont 6 femmes ont amélioré leurs capacités en matière de prévention de l'enrôlement d'enfants par les groupes armés et la gestion de cas d'enfants présumés victimes de traite, d'exploitation, les enfants associés aux force et groupes armés (EAFGA). Des structures de veille citoyenne sont mise en place le long des mêmes frontières à savoir : 38 clubs d'adolescents et jeunes ambassadeurs de la paix mis en place avec 1934 membres dont 772 filles dans la région du Sud-Ouest ;

302 jeunes ambassadeurs de la paix y compris les U-Reporters dont 105 filles des communes de Niangoloko, Niankorodougou, Kampti et Boussoukoula formés sur la paix et la cohésion sociale, 38 cellules communautaires de protection de l'enfant mises en place dans la région des Cascades et du Sud-Ouest et 74 membres formés (22 femmes) sous le leadership de la direction régionale du genre et de la famille ; 4 Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant redynamisés dans la région des Cascades (Niangoloko et Niankorodougou) et du Sud-Ouest (communes de Kampti et Boussoukoula).

Dans la zone du Liptako Gourma, le PBF a mis en place, en partenariat avec l'ONG MERCY CORPS, un « Projet d'appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix (AILP) » dans la région du Liptako Gourma. D'un budget total de 2,5 millions de dollars US (644 543 \$US pour le Burkina Faso), le projet soutient par des micro-subventions, les initiatives endogènes de promotion de la paix des organisations locales de la société civile dans les provinces de Yatenga et de Kossi. La cérémonie de lancement officiel du projet AILP a eu lieu à Ouahigouya le 16 septembre 2022, sous la présidence du Haut-Commissaire de la province du Yatenga. 21 OSC sont sélectionnées pour la première cohorte pour un budget total de 170 millions de FCFA. 51 personnes, 12 femmes et 39 hommes, membres des associations sélectionnées ont acquis des connaissances en analyse et gestion non violente des conflits ; les OSC partenaires du projet AILP ont bénéficié également de renforcement des capacités en cycle de gestion des projets communautaires. Ces OSC vont mettre en œuvre des initiatives endogènes de promotion de la paix et de la cohésion sociale, en étroite collaboration avec d'autres OSC au Mali, afin d'adresser les vecteurs transfrontaliers de conflits.

VI. AUTRES INITIATIVES DU PBF

Revue thématique de l'expérience de consolidation de la paix au niveau local : le Burkina Faso est l'un des 4 pays choisis (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kirghizstan, Balkans Ouest) pour une étude de cas de revue thématique sur les initiatives locales de consolidation de la paix financées par le PBF, en vue de comprendre les meilleures pratiques et tirer les enseignements sur les actions des acteurs locaux afin d'orienter les interventions futures de consolidation de la paix. Les travaux de recherche réalisés avec un focus sur les quatre pays dont le Burkina Faso ont été finalisés et le rapport a été publié en mai 2022. Le rapport est disponible à : <https://www.un.org/peacebuilding/content/local-peacebuilding-2022>

Enquête de perception sur la Paix et la réconciliation nationale : sous le lead de l'ex Ministère de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, une enquête nationale de perception a été réalisée et a permis de cerner les perceptions des populations sur les différents aspects de la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale dans les 13 régions du Burkina Faso. Le rapport de cette enquête de perception, qui sera soumis à un atelier national d'examen et de validation, sera un important outil d'orientation et de décision à disposition du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la paix et la cohésion sociale.



OIM BF, des enfants jouant sous le lampadaire

VII. PERFORMANCE DE L'EXÉCUTION PHYSIQUE ET FINANCIÈRE DES PROJETS

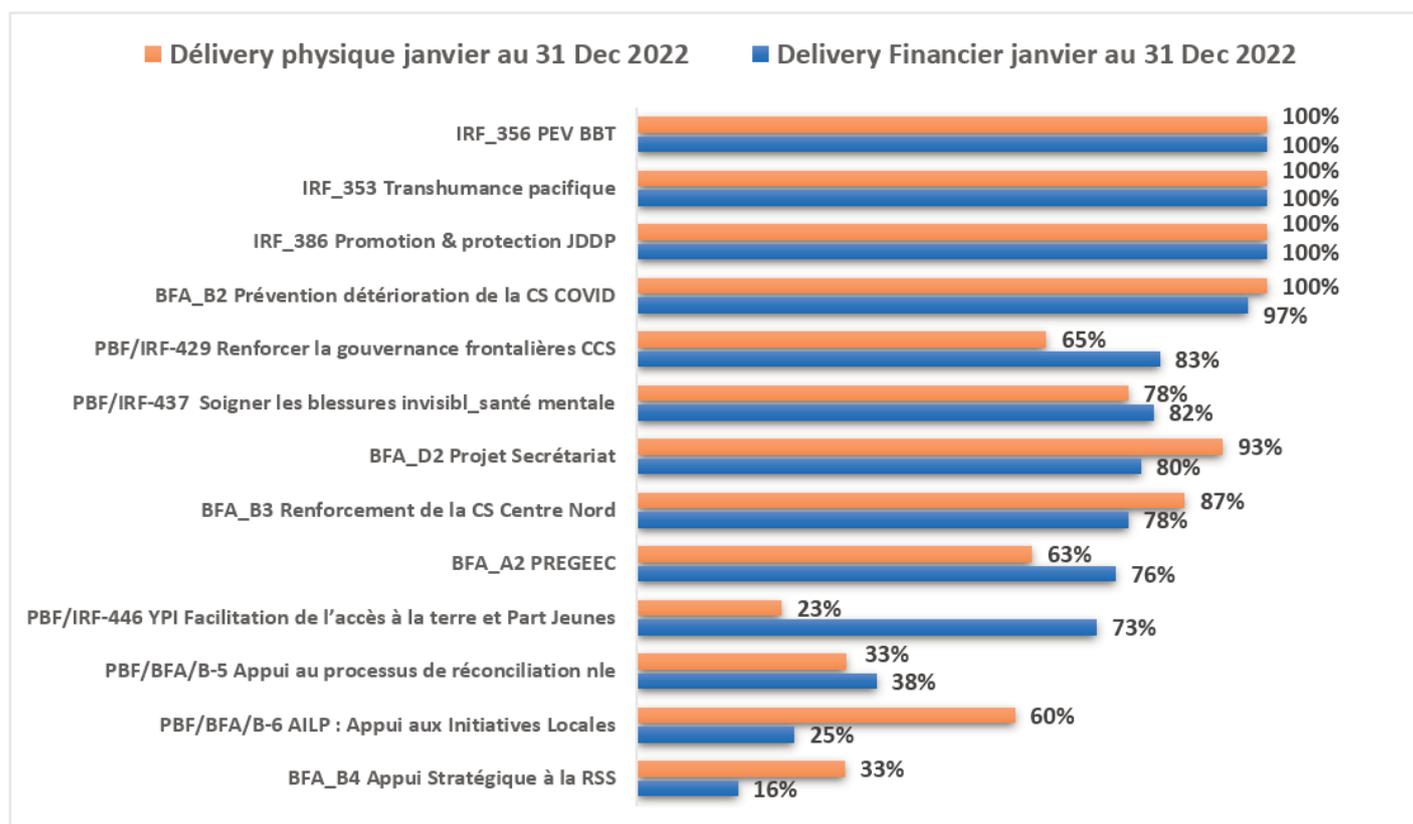
Au 31 décembre 2022, l'exécution physique du Plan de travail annuel 2022 est de 68% ; au niveau financier, le budget du plan de travail annuel de 12,9 millions de dollars US est décaissé à 69%. Cette performance se répartit par projet comme suit :

Tableau synthèse de la performance des projets du portefeuille

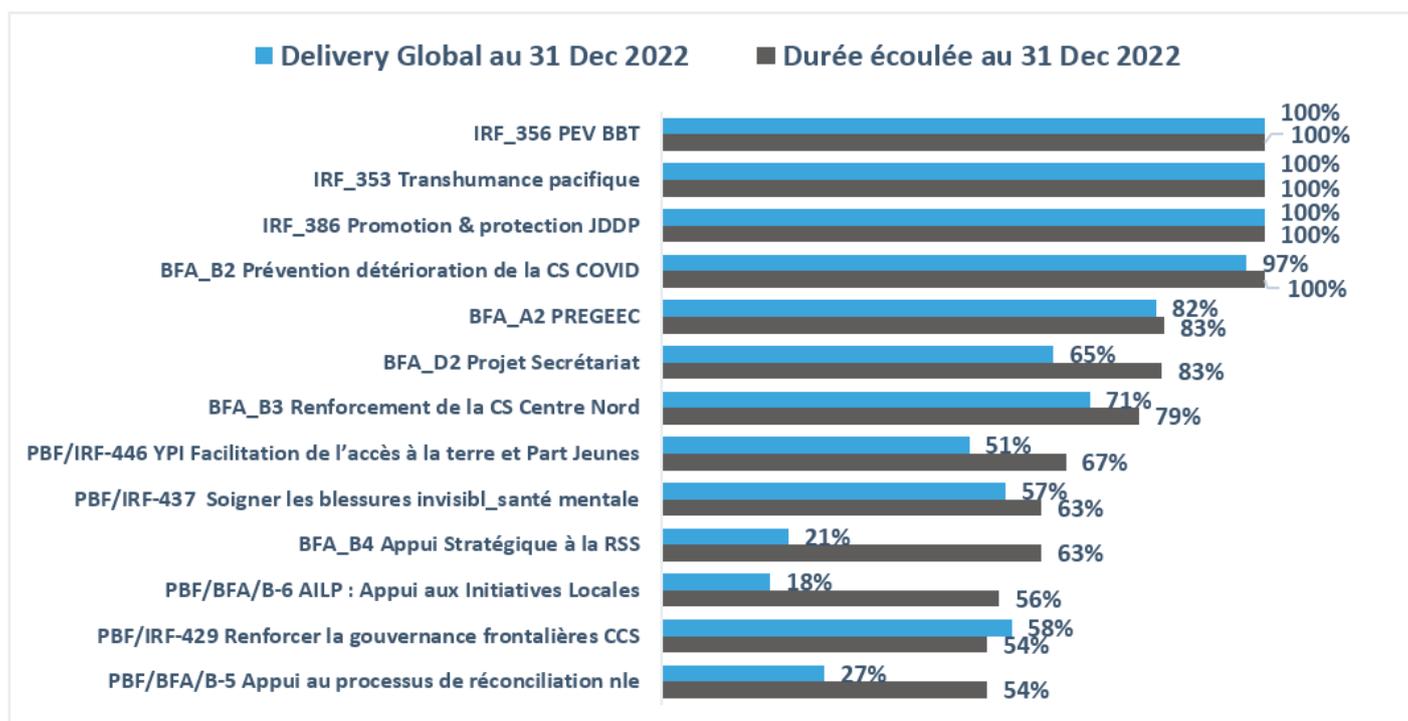
IRF N°	TITRE DU PROJET	DATE DE DEBUT & FIN DE PROJETS	BUDGET TOTAL DU PROJET \$US	BUDGET PTA 2022 \$US	EXECUTION FINANCIERE				EXECUTION PHYSIQUE		
					DEPENSES CUMULEES AU 31 DEC 2022 \$US	DEPENSES DU 1ER JANV AU 31 DEC 2022 \$US	DELIVERY GLOBAL AU 31 DEC 2022	TAUX DE DELIVERY DU PTA 2022	NOMBRE D'ACTIVITES PREVUES EN 2022	NOMBRE D'ACTIVITES REALISEES AU 31 DEC 2022	TAUX DE DELIVERY PHYSIQUE 2022
IRF-353	Promotion d'une transhumance pacifique dans la région du Liptako-Gourma (LG-2 : Mali, Niger, Burkina).	17/02/2020 16/02/2022	1 364 200	146 090	1 364 200	146 090	100%	100%	7	7	100%
IRF-356	Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo.	04/03/2020 04/03/2022	1 275 000	279 393	1 275 000	279 393	100%	100%	6	6	100%
BFA/A-2	Prévention et gestion des conflits dans la Région de l'Est	17/12/2020 15/06/2023	2 500 000	1 739 290	2 051 400	1 324 431	82%	76%	51	32	63%
BFA/B-3	Appui au renforcement de la Cohésion sociale dans la région du Centre-Nord	19/01/2021 30/06/2023	2 500 000	1 601 125	1 769 699	1 242 405	71%	78%	31	27	87%
BFA/B-2	Appui à la prévention des risques de détérioration de la cohésion sociale et de la paix dans le contexte de la riposte à la COVID-19 aux points d'entrée et dans les lieux de détention au Burkina Faso	07/01/2021 06/01/2023	2 000 000	895 885	1 939 004	870 917	97%	97%	8	8	100%
IRF-386	Appui à la promotion, à la protection des jeunes consolidateurs de la paix et défenseurs des droits de la personne dans les Régions du Sahel, du Nord et de l'Est	27/01/2021 27/12/2022	1 500 000	830 440	1 662 188	894 819	100%	100%	23	23	100%

IRF N°	TITRE DU PROJET	DATE DE DEBUT & FIN DE PROJETS	BUDGET TOTAL DU PROJET \$US	BUDGET PTA 2022 \$US	EXECUTION FINANCIERE				EXECUTION PHYSIQUE		
					DEPENSES CUMULEES AU 31 DEC 2022 \$US	DEPENSES DU 1ER JANV AU 31 DEC 2022 \$US	DELIVERY GLOBAL AU 31 DEC 2022	TAUX DE DELIVERY DU PTA 2022	NOMBRE D'ACTIVITES PREVUES EN 2022	NOMBRE D'ACTIVITES REALISEES AU 31 DEC 2022	TAUX DE DELIVERY PHYSIQUE 2022
BFA/D-2	Projet Secrétariat : Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du PBF	29/04/2021 28/04/2023	1 210 000	538 011	786 275	428 155	65%	80%	14	13	93%
BFA/B-4	Appui Stratégique à la Réforme du Secteur de la sécurité, phase II	04/10/2021 23/10/2023	2 500 000	1 466 624	522 032	236 525	21%	16%	18	6	33%
IRF-429	Renforcer la gouvernance des zones frontalières pour consolider la cohésion sociale et prévenir les conflits	07/12/2021 07/12/2023	2 050 000	1 435 000	1 184 034	1 184 034	58%	83%	20	13	65%
BFA/B-5	Appui au processus de réconciliation nationale au Burkina Faso	08/12/2021 08/12/2023	2 000 000	1 460 000	548 122	548 122	27%	38%	15	5	33%
IRF-437	Soigner les blessures invisibles des individus et communautés affectés par les conflits et les violences : une approche intégrée santé mentale et soutien psychosocial axés sur les jeunes.	16/12/2021 16/06/2023	1 500 000	1 042 122	850 963	850 963	57%	82%	23	18	78%
IRF-446	Facilitation de l'accès à la terre et participation des jeunes à la prévention et la gestion des conflits fonciers dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins	07/01/2022 06/07/2023	1 500 000	1 050 000	769 403	769 403	51%	73%	22	5	23%
BFA/B-6	AILP : Appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix	28/02/2022 31/08/2023	644 543	451 180	1 133 46	1 13 346	18%	25%	20	12	60%
TOTAL			22 543 743	12 935 160	14 835 666	8 88 604	75%	69%	258	175	68%

Graphique de performance de l'exécution du PTA 2022



Au-delà de l'année 2022, la performance globale de chaque projet depuis sa mise en place se présente comme suit :



VIII. CONTRAINTES MAJEURES RENCONTRÉES

La situation d'insécurité qui prévaut dans plusieurs communes des zones d'intervention des projets est l'une des contraintes majeures qui ont affecté la mise en œuvre des projets en 2022. Il y a eu des incidents qui ont atteints des cadres de l'administration et des Prestataires impliqués dans les projets PBF. Plusieurs localités sont inaccessibles et il faudrait sans cesse délocaliser certaines activités vers les zones d'accueil des populations cibles déplacées. Aussi, le sabotage des antennes téléphoniques par les groupes armés dans certaines localités a impacté sur la communication avec les acteurs et a occasionné par moment le report de certaines activités.

Quant à la réalisation de certaines infrastructures, certains sites de construction ont été changés après concertation avec les autorités locales. C'est le cas des trois forages, initialement prévus dans les villages de Kagarin (commune de Kossouka), Koumna (commune de Ouindigui), Petane (commune de Titao) dans la région du

Nord, ont finalement été réalisés à Ouahigouya en concertation avec les acteurs locaux. De même la construction d'un Centre multifonctionnel pour les jeunes, initialement prévu à Titao, a été réalisé à Ouahigouya. Aussi le contexte d'insécurité a renchéri énormément les coûts de réalisations des infrastructures et rares sont les Prestataires qui acceptent de soumissionner aux appels d'offres des agences qui concernent les régions à défis sécuritaires élevés. Pour preuve, le budget prévu pour réaliser la réhabilitation et l'équipement de six centres multifonctionnels des jeunes n'a pu supporter que les travaux pour trois centres.

Aussi, depuis l'apparition de la pandémie de la COVID-19, les frontières terrestres entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire n'ont toujours été réouvertes du côté de la Côte d'Ivoire. Cette situation est une contrainte importante à la mise en œuvre des activités du projet transfrontalier entre les deux pays.

Enfin, les changements institutionnels intervenus au Burkina Faso à la suite des coups d'Etat du 24 janvier et du 30 septembre 2022 ont ralenti significativement la mise en œuvre des projets. En effet, la mise en place des nouvelles institutions après les coups d'Etat prend plusieurs mois et la plupart des projets financés par les partenaires techniques et financiers avaient connu une période de flottement en dehors des activités humanitaires. En outre, la dissolution des conseils communaux des collectivités locales et les difficultés dans la mise en place des délégations spéciales ont retardé l'exécution des plans annuels de travail des projets.



UNFPA, séance de causeries éducatives sur les violences

IX. DÉVELOPPEMENT DU PORTEFEUILLE EN 2022

L'appui du Système des Nations Unies à travers le Fonds de Consolidation de la Paix est basé sur les priorités nationales exprimées dans les documents référentiels et les orientations du Comité Conjoint d'Orientation (CCO).

Dans le cadre de la programmation 2022 et sur la base des priorités nationales, les efforts de développement du portefeuille portent sur les projets ci-après :

N°	TITRES DES PROJETS 2022	REGIONS D'INTERVENTION CIBLEES	BUDGET INDICATIF EN \$US	NIVEAU D'AVANCEMENT DU PROCESSUS DE FORMULATION ET D'APPROBATION
Projets nationaux				
1	Appui au renforcement des capacités et du rôle des femmes et des jeunes filles dans le processus de transition et de consolidation de la paix – PNUD, UNFPA et UNCDF	Centre-Est, Centre-Ouest, Hauts Bassins, Nord	4 500 000	Approuvé avec conditions. ☞ Les commentaires du PAC en cours de prise en compte
2	Women's Leadership in action – GYPI MERCY CORPS	Cascades Sud-Ouest	2 000 000	Approuvé ☞ Signature du document du projet
3	Appui au renforcement des capacités du Burkina Faso à comprendre, prévenir et contrer les menaces de financement du terrorisme – ONUDC, PNUD	National	2 000 000	Note conceptuelle soumise au PBF. ☞ Réponse attendue
4	Appui à la lutte contre la radicalisation, les stigmatisations et la réinsertion socio-économique des femmes et des jeunes dans les régions du Sahel et du Nord	Sahel Nord	2 000 000	Echanges techniques avec le PBSO sur la note conceptuelle
Projets transfrontaliers				
5	Promotion d'une transhumance pacifique dans la région du Liptako-Gourma (Burkina, Mali, Niger) Phase 2 – OIM	Sahel Est	1 364 200	Approuvé
6	Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Togo, Bénin et du Burkina Faso, Phase 2 - OIM	Centre-Est	1 500 000	Note conceptuelle acceptée par PBSO ☞ Développer le document du projet
7	Renforcer la résilience communautaire et transfrontalière face aux conflits à travers l'engagement de la jeunesse pour la consolidation de la paix au Mali et au Burkina Faso – UNICEF, INTERPEACE	Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins	2 500 000	Echanges techniques avec le PBSO sur la note conceptuelle
TOTAL			15 864 200	



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX ➤ ➤ ➤ ➤